

Paris, le 10 juillet 2015

Monsieur le Président de la République,

L'avenir de l'agriculture française se joue aujourd'hui dans bon nombre de nos territoires ruraux.

La situation de nos agriculteurs n'a jamais été aussi alarmante dans quasiment toutes les filières et notamment celles de l'élevage. Il en va de la survie d'un pan essentiel de notre économie. L'élevage représente près de 900 000 emplois directs et indirects en France.

La forte baisse des prix agricoles à la production conduit à une dégradation des marges qui compromet l'équilibre financier des exploitations. Les plus touchées sont celles qui ont investi récemment ; celles des agriculteurs de demain, qui ne voient plus de perspectives.

La faiblesse des trésoreries est telle que seules des mesures urgentes et significatives peuvent répondre à la détresse de ces hommes et ces femmes qui aiment leur métier, nourrissent notre pays, façonnent ses paysages.

Au-delà des agriculteurs, toujours sous pression comme premier maillon de la chaîne, chacun des acteurs des filières agroalimentaires doit prendre ses responsabilités, industriels et distributeurs. Tous les leviers d'actions doivent être activés pour permettre aux agriculteurs de passer cette période de crise. En particulier, le non-respect d'accords conclus entre les acteurs de filières agroalimentaires, et notamment celui du 17 juin dernier sous l'égide du Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt est vécu comme une trahison. Et toutes les clauses de renégociations de prix doivent être activées pour une meilleure répartition de la valeur au sein des filières.

Trop d'agriculteurs sont à la limite du dépôt de bilan.

Les allègements de charges, certes nécessaires mais insuffisants, ne répondent pas à l'ampleur de la crise.

Monsieur François HOLLANDE  
Président de la République française  
Palais de l'Élysée  
55, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS

.../...

Vous ne pouvez rester sourd à cette détresse.

Pour répondre à l'urgence de la situation, nous vous demandons que, lors d'un prochain Conseil des ministres, soient prises des mesures de soutien à l'agriculture française et ce, à effet immédiat. Les organisations professionnelles n'ont cessé, ces derniers mois, d'émettre des propositions concrètes et pertinentes. La répartition de la valeur ajoutée au sein des filières et l'empilement des normes sont deux sujets à traiter en priorité.

Les autorités françaises doivent également se battre pour qu'au niveau européen la situation de crise soit reconnue et que des mesures efficaces soient enfin actées.

Au regard de la fragilité du monde agricole, nous demandons qu'avant la fin de cette session parlementaire, un débat soit engagé au Parlement sur l'avenir des filières agricoles et sur le nécessaire soutien de la Nation à son agriculture.

A l'heure où tous les yeux sont légitimement tournés vers la Grèce, n'oubliez pas également ceux qui, dans nos campagnes, appellent au secours.

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de notre haute considération.



**François FILLON**  
Ancien Premier ministre  
Député de Paris



**Bernard ACCOYER**  
Ancien Président de l'Assemblée nationale  
Député de Haute-Savoie  
Maire d'Annecy-le-Vieux



**Véronique LOUWAGIE**  
Députée de l'Orne  
Maire de l'Aigle



**Annie GENEVARD**  
Députée du Doubs  
Maire de Morteau